

Unité interdépartementale Vaucluse Arles
Services de l'État en Vaucluse
84905 AVIGNON cedex 09

Marseille, le 20/06/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26/04/2022

Contexte et constats

Publié sur



ETEX Building Performance

Route de Blauvac
Malemort du Comtat
84380 MAZAN

Références : D-00274-2022

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/04/2022 dans l'établissement ETEX Building Performance implanté Route de Blauvac - 84380 MAZAN. L'inspection a été annoncée le 25/02/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ETEX Building Performance
- Route de Blauvac Malemort du Comtat 84380 MAZAN
- Code AIOT dans GUN : 0006400543
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

La société Etex France Building Performance exploite une carrière au lieu-dit « le grand Devin », sur les communes de MAZAN et MALEMORT DU COMTAT. Les activités exercées relèvent de l'autorisation au titre des rubriques 2510 et 2720 de la nomenclature des ICPE, de l'enregistrement au titre de la rubrique 2515. Les activités du site sont autorisées par l'arrêté préfectoral du 11 juillet 2017.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- suites apportées aux constats relevés lors de l'inspection du 10 mars 2021;
- suivi de l'arrêté de mise en demeure du 8 juillet 2021

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente inspection</u> : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>précédente inspection</u> (1)
Principes de gestion des déchets d'extraction résultant du ...	Arrêté Préfectoral du 11/07/2017, article 6.1	Mise en demeure	Astreinte

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Bornage	Arrêté Préfectoral du 11/07/2017, article 2.2.3	Demande d'action corrective	Sans objet
Auto surveillance du milieu récepteur	Arrêté Préfectoral du 11/07/2017, article 10.2.4	Demande d'action corrective	Sans objet
Modification des conditions d'exploitation	Code de l'environnement du 30/07/2021, article R181-46 II	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Vérification périodique et maintenance des équipements	Arrêté Préfectoral du 11/07/2017, article 8.8.3	Demande d'action corrective	Sans objet
Fréquences et modalités de l'auto surveillance	Arrêté Préfectoral du 11/07/2017, article 10.2.5.3	Demande d'action corrective	Sans objet
Incendie et explosion	Arrêté Préfectoral du 11/07/2017, article 8.5	Demande d'action corrective	Sans objet
Remblayage	Arrêté Préfectoral du 11/07/2017, article 3.3.2	Demande d'action corrective	Sans objet
Rejet des eaux d'exhaure, des eaux pluviales et des eaux...	Arrêté Préfectoral du 11/07/2017, article 10.2.3.1	Demande d'action corrective	Sans objet
Comité de suivi de l'environnement de suivi de l'environnement	Arrêté Préfectoral du 11/07/2017, article 2.9	Demande d'action corrective	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspecteur de l'environnement a constaté 4 non-conformités au cours de cette visite :

- l'inspection des Installations Classées propose à M. le Préfet de Vaucluse, en application de l'article L.171-8 du code de l'environnement, d'imposer à l'exploitant une astreinte administrative afin de le contraindre à respecter les dispositions de l'article 6.1 de l'arrêté préfectoral du 11 juillet 2017 ;

- les trois autres constats conduisent l'inspection à demander à l'exploitant d'engager des actions correctives. Le non-respect des prescriptions faisant l'objet de demandes d'actions correctives peut conduire l'inspection à proposer à monsieur le Préfet de Vaucluse d'engager les suites administratives prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Vérification périodique et maintenance des équipements

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/07/2017, article 8.8.3
Thème(s) : Risques accidentels, Vérification périodique et maintenance des équipements
Prescription contrôlée : Les vérifications périodiques des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (extincteurs par exemple) ainsi que des éventuelles installations électriques et de chauffage sont enregistrées sur un registre sur lequel sont également mentionnées les suites données à ces vérifications.
Constats : Lors de l'inspection du 03/07/2018, la DREAL avait constaté que l'exploitant n'avait pas mis en place le registre de vérifications périodiques et maintenance des équipements sur lequel sont également mentionnées les suites données à ces vérifications. Lors de la visite du 10/03/2021, l'inspecteur avait relevé que l'exploitant avait mis en place le registre de suivi des vérifications périodiques et de maintenance des équipements, mentionnant les suites données à ces vérifications. Toutefois, la forme du document pouvait être améliorée afin de faciliter sa lecture et le suivi des actions correctives réalisées (remarque n°3). Le 26/04/2022, il a été constaté que la nouvelle trame du registre des vérifications périodiques et de maintenance des équipements a été revue, afin de faciliter sa lecture et le suivi des actions correctives réalisées.
Observations : /
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Fréquences et modalités de l'auto surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/07/2017, article 10.2.5.3
Thème(s) : Risques chroniques, Fréquences et modalités de l'auto surveillance
Prescription contrôlée : [...] une carte indiquant les niveaux iso-pièzes et le(s) sens d'écoulement de la nappe est réalisée à l'occasion de chaque prélèvement. [...]
Constats : Lors de l'inspection du 03/07/2018, il a été constaté que l'exploitant n'avait pas réalisé la carte indiquant les niveaux iso-pièzes et le sens d'écoulement de la nappe. Lors de l'inspection du 10/03/2021, cette carte n'avait toujours pas été réalisée, malgré l'engagement de l'exploitant pris à la suite de la dernière inspection. Lors de la visite du 26/04/2022, il a pu être constaté que le rapport annuel 2020, remis le 2 novembre 2021, comporte l'étude « synthèse du suivi piézométrique de 2020 » (rapport géoenvironnement R20115301). L'exploitant a également transmis le rapport géoenvironnement R22015304-PZ21 du 11 avril 2022, présentant la synthèse du suivi piézométrique de 2021. Ces rapports comportent une carte indiquant les niveaux iso-pièzes et les sens d'écoulement de la nappe.
Observations : /
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Bornage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/07/2017, article 2.2.3
Thème(s) : Risques chroniques, Bornage
Prescription contrôlée : Préalablement à la mise en exploitation, l'exploitant est tenu de placer : <ul style="list-style-type: none">- Des bornes en tous les points nécessaires pour déterminer le périmètre de l'autorisation,- Le cas échéant, des bornes de nivellement. Ces bornes devront toujours être dégagées et demeurer en place jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site.
Constats : Lors de l'inspection du 10/03/2021, il a été constaté que le bornage n'avait pas été réalisé, malgré l'engagement pris par l'exploitant à la suite de la dernière inspection effectuée en 2018. Lors de l'inspection du 26 avril 2022, il a été constaté qu'une commande a été passée auprès d'un cabinet spécialisé (bon de commande du 9 février 2022). En outre, le cabinet doit effectuer les démarches suivantes : <ul style="list-style-type: none">- Recherche des noms et des coordonnées des propriétaires riverains- Étude de leurs titres de propriété et de leurs archives- Établissement d'un procès verbal de bornage (P.V.)- Convocation des riverains afin de confirmer la position des limites et de proposer la signature du plan et du PV de bornage.
Observations : L'exploitant réalisera dans les meilleurs délais le bornage contradictoire des parcelles en limite d'autorisation et transmettra à l'inspection le plan de bornage correspondant dès réception et au plus tard le 31/08/2022.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Incendie et explosion

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/07/2017, article 8.5
Thème(s) : Risques accidentels, Incendie et explosion
Prescription contrôlée : L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment : [...] D'une réserve incendie de 120 m3 minimum présente sur le site ;[...]
Constats : Lors de l'inspection du 03/07/2018, il avait été demandé à l'exploitant de prendre contact avec le SDIS afin de positionner la bâche de 120m3 prescrite par son arrêté d'autorisation. Lors de l'inspection du 10/03/2021, il a été constaté la présence d'une bâche de 400m3 mais dont le positionnement n'avait pas été validé par le SDIS. Lors de l'inspection du 26/04/2022, il a été constaté, d'une part, la présence de la bâche incendie avec la mise en place de deux bornes d'aspiration en contrebas afin de faciliter l'intervention des services de secours et, d'autre part, que la réception de l'installation avait été effectuée le 11/04/2022 (courrier du SDIS 84 du 20/04/2022).

Observations : /
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Remblayage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/07/2017, article 3.3.2
Thème(s) : Risques accidentels, Remblayage
Prescription contrôlée : L'exploitant s'assure, au cours de l'exploitation de la carrière, que les matériaux utilisés pour le remblayage et la remise en état de la carrière ou pour la réalisation et l'entretien des pistes de circulation ne sont pas en mesure de dégrader les eaux superficielles et les eaux souterraines. L'exploitant étudie et veille au maintien de la stabilité de ces dépôts.
Constats : Lors de l'inspection du 10/03/2021, il a été constaté que l'exploitant réalisait un suivi topographique et inclinométrique tous les deux mois et non mensuellement, comme prévu au chapitre 7.1 de l'étude d'impact transmise dans le cadre de son dossier de demande d'autorisation, ayant conduit à l'arrêté du 11 juillet 2017 (écart n°2 relevé à l'issue de l'inspection du 10/03/2021). En réponse, la société ETEX avait indiqué par courriel du 30/03/2021 que la fréquence du suivi topographique et inclinométrique a été revue en 2020, suite à la préconisation de l'expert géotechnicien Mica Environnement et validé en Comité de pilotage de suivi avec la Direction Générale adjointe pôle aménagement du Conseil Départemental 84. Il avait également précisé que cette fréquence de suivi ferait partie des mises à jour du plan de gestion des déchets. Lors de l'inspection du 26/04/2022, l'inspection a constaté que la mise à jour du plan de gestion des déchets du 11/03/2022, remise en réponse à l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 08/07/2021, préconise une mesure des mires d'auscultation tous les 3 mois, compte tenu notamment du ralentissement des mouvements observés. Par ailleurs, l'exploitant a précisé lors de la visite que le dispositif de surveillance des mouvements brusques de la verse ouest est opérationnel. Le suivi des capteurs de mouvement est actuellement réalisé en direct par une société prestataire. L'inspection prend note de l'évolution apportée aux modalités de suivi. Ces évolutions seront analysées dans le cadre de la tierce expertise qui sera réalisée concernant la mise à jour du plan de gestion des déchets.
Observations : /
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Principes de gestion des déchets d'extraction résultant du ...
Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/07/2017, article 6.1
Thème(s) : Risques chroniques, Principes de gestion des déchets d'extraction résultant du ...
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant doit établir un plan de gestion des déchets d'extraction résultant du fonctionnement de la carrière. Ce plan est établi avant le début de l'exploitation.</p> <p>Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la caractérisation des déchets et une estimation des quantités totales de déchets d'extraction qui seront stockés durant la période d'exploitation ; - la description de l'exploitation générant ces déchets et des traitements ultérieurs auxquels ils sont soumis ; - en tant que de besoin, la description de la manière dont le dépôt des déchets peut affecter l'environnement et la santé humaine, ainsi que les mesures préventives qu'il convient de prendre pour réduire au minimum les incidences sur l'environnement ; - la description des modalités d'élimination ou de valorisation de ces déchets ; - le plan proposé en ce qui concerne la remise en état de la zone de stockage de déchets ; - les procédures de contrôle et de surveillance proposées ; - en tant que de besoin, les mesures de prévention de la détérioration de la qualité de l'eau et en vue de prévenir ou de réduire au minimum la pollution de l'air et du sol ; - une étude de l'état du terrain de la zone de stockage susceptible de subir des dommages dus à l'installation de stockage de déchets ; - les éléments issus de l'étude de danger propres à prévenir les risques d'accident majeur en conformité avec les dispositions prévues par l'arrêté du 19 avril 2010 relatif à la gestion des déchets des industries extractives et applicable aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation et aux zones de stockage de déchets d'extraction. <p>Le plan de gestion est révisé par l'exploitant tous les cinq ans et dans le cas d'une modification apportée aux installations, à leur mode d'utilisation ou d'exploitation et de nature à entraîner une modification substantielle des éléments du plan. Il est transmis au préfet.</p> <p>Constats : Cette prescription avait fait l'objet de l'écart n°1, relevé lors de l'inspection du 10/03/2021 : l'inspection avait constaté que le plan de gestion des déchets du site (rapport n°R1402502bis d'avril 2016) ne comportait pas l'ensemble des éléments requis par l'article 6.1 de l'arrêté préfectoral du 11 juillet 2017. En particulier, étaient absents :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la description de la manière dont le dépôt des déchets peut affecter l'environnement et la santé humaine, ainsi que les mesures préventives qu'il convient de prendre pour réduire au minimum les incidences sur l'environnement ; - les procédures de contrôle et de surveillance proposées ; - les mesures de prévention de la détérioration de la qualité de l'eau et en vue de prévenir ou de réduire au minimum la pollution de l'air et du sol ; - les éléments issus de l'étude de danger propres à prévenir les risques d'accident majeur en conformité avec les dispositions prévues par l'arrêté du 19 avril 2010 relatif à la gestion des déchets des industries extractives et applicable aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation et aux zones de stockage de déchets d'extraction. <p>Cet écart avait donné lieu à l'arrêté de mise en demeure du 08/07/2021.</p> <p>En réponse, l'exploitant a transmis une mise à jour de son plan de gestion des déchets, en date du 11 mars 2022. La conformité de cette mise à jour vis à vis des dispositions réglementaires a été analysée en détail lors de la visite du 26/04/2022 dans le cadre de l'action nationale 2022, relative à ce sujet. Cette action a fait l'objet d'un rapport d'inspection spécifique; toutefois, l'inspection relève que la mise à jour transmise ne comporte pas les éléments majeurs suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la procédure de contrôle et de surveillance de la verse est, en cours d'alimentation (cf. notamment remarque n°2 issue de l'inspection du 10/03/2021) ; - la mise à jour de l'étude de danger, permettant d'alimenter le plan de gestion des déchets (cf. notamment remarque n°1 issue de l'inspection du 10/03/2021).
Observations : /
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Astreinte

Nom du point de contrôle : Rejet des eaux d'exhaure, des eaux pluviales et des eaux de nettoyage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/07/2017, article 10.2.3.1

Thème(s) : Risques chroniques, Rejet des eaux d'exhaure, des eaux pluviales et des eaux de nettoyage

Prescription contrôlée :

Mesure de la concentration moyenne mesurée sur 24 heures des eaux rejetées et détermination du débit maximal horaire et moyen journalier du rejet n° 1.

Paramètres	Fréquence	Méthodes de référence
Débit	Annuelle	
Température	Annuelle	
pH	Annuelle	NF T 90008
MEST (matières en suspension totale) ⁽¹⁾	Annuelle	NF EN 872
DCO (Demande Chimique en Oxygène)	Annuelle	NF T 90101 ou ISO 15705 (utilisable si la concentration est inférieure à 30 mg/l)
Hydrocarbures totaux	Annuelle	NF EN ISO 9377-2 + NF EN ISO 11423-1 (à remplacer par la norme XP T 90124 dès sa parution) ou NF M 07-203
Sulfate (SO ₄ ²⁻)	Annuelle	

(1) Sur effluent non décanté

Les mesures sont réalisées par un organisme extérieur accrédité ou agréé par le ministère en charge de l'inspection des installations classées pour les paramètres considérés.

L'exploitant relève mensuellement les débits du rejet des eaux d'exhaure.

Constats : Cette prescription avait fait l'objet de la remarque n°8 à l'issue de l'inspection du 10/03/2021 : l'inspection avait demandé que les concentrations en sulfates, relevées lors de la surveillance des eaux, et les résultats de la surveillance du milieu récepteur soient mentionnées dans le rapport annuel relatif à l'exercice 2020.

Lors de l'inspection du 26/04/2022, l'inspection a constaté que les concentrations en sulfates apparaissent dans le rapport d'activité 2020, transmis par courriel du 2 novembre 2021. Elles sont également mentionnées dans le rapport d'activité pour l'exercice 2021, transmis par courriel du 31 mars 2022.

Observations : /

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Auto surveillance du milieu récepteur**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 11/07/2017, article 10.2.4**Thème(s) :** Risques chroniques, Auto surveillance du milieu récepteur**Prescription contrôlée :**

Les dispositions minimales suivantes sont mises en œuvre pour la surveillance du milieu récepteur en au moins deux points situés en amont et en aval du point de rejet.

Paramètres	Fréquence	Méthodes de référence
Débit	Semestrielle	
Couleur*	Semestrielle	NF EN ISO 7887
Température	Semestrielle	
Sulfate (SO ₄ ²⁻)	Semestrielle	

Après établissement d'une corrélation avec la méthode utilisant des solutions témoins de platine-cobalt, la modification de couleur, peut en tant que de besoin, également être déterminée à partir des densités optiques mesurées à trois longueurs d'ondes au moins, réparties sur l'ensemble du spectre visible et correspondant à des zones d'absorption maximale. Les prélèvements dans le milieu ont lieu une fois en période de basses eaux et une fois en période de hautes eaux. Ces prélèvements font nécessairement suite à des rejets d'eaux résiduaires significatifs. L'interprétation des résultats sur une éventuelle dégradation du milieu doit être corrélée avec la qualité et la quantité des eaux rejetées dans le milieu, le jour du prélèvement. Les mesures sont réalisées par un organisme extérieur accrédité ou agréé par le ministère en charge de l'inspection des installations classées pour les paramètres considérés.

Constats : A l'issue de l'inspection du 10/03/2021, cette prescription a fait l'objet de :

- l'écart n°4, l'inspection ayant constaté que l'exploitant ne réalisait pas d'interprétation des résultats liés à la surveillance du milieu, telle que prévue à l'article 10.2.4 de l'arrêté du 11 juillet 2017 ;
- la remarque n°9, l'inspection ayant demandé à l'exploitant de conforter son analyse sur l'impact de ses rejets aqueux dans le milieu naturel par une mise à jour de l'inventaire hydrobiologique réalisé en 2013 au niveau de l'Auzon. Par ailleurs, l'inspection avait demandé qu'un suivi de l'évolution des concentrations mesurées dans les eaux souterraines et les eaux d'exhaure soit effectué.

Lors de l'inspection du 26/04/2022, l'exploitant a indiqué que :

a) le prestataire pour la réalisation de l'inventaire hydrobiologique avait été retenu (un bon de commande du 4 avril 2022 a été présenté). Toutefois, la prestation n'a pas encore pu être réalisée pour deux raisons :

- l'inventaire hydrobiologique ne peut être fait qu'à l'ouverture de la pêche en mars ;
- il est préférable de faire cet inventaire à la même période que l'inventaire précédent (juillet 2013) pour obtenir des données du milieu comparables ;

b) bien que les données ne soient pas mentionnées dans les rapports annuels pour les exercices 2020 et 2021, les mesures de surveillance du milieu récepteur, en au moins deux points situés en amont et en aval du point de rejet à l'Auzon, étaient bien effectuées.

Par courriel du 28 avril 2022, l'exploitant a transmis une version complétée du rapport annuel 2021, afin de présenter les résultats de ces mesures pour les années 2020 et 2021. Toutefois, le rapport annuel ne présente pas d'interprétation des résultats, notamment de corrélation avec la qualité et la quantité des eaux rejetées dans le milieu, le jour du prélèvement.

Observations : L'exploitant transmettra, au plus tard le 31 août 2022, les résultats du nouvel inventaire hydrobiologique au niveau de l'Auzon, ainsi qu'une interprétation de l'évolution des concentrations mesurées dans les eaux souterraines et les eaux d'exhaure.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Comité de suivi de l'environnement de suivi de l'environnement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/07/2017, article 2.9
Thème(s) : Risques chroniques, Comité de suivi de l'environnement de suivi de l'environnement
Prescription contrôlée : Un comité de suivi de l'environnement est mis en place par l'exploitant qui en assure la gestion. Il est composé : <ul style="list-style-type: none">- de représentants des administrations publiques concernées,- De représentants de l'exploitant,- De représentants des collectivités territoriales : Maires des communes de Malemort- du-Comitat et de Mazan,- De représentant du Conseil Départemental,- D'un représentant de chaque association de Protection de l'environnement locale ou départementale concernée appartenant à une fédération départementale ou nationale,- Des éventuels voisins non représentés par une association. <p>L'exploitant présente à cette occasion les actions menées pour respecter les dispositions de son dossier initial et des dispositions réglementaires du présent arrêté, et notamment :</p> <ul style="list-style-type: none">- Analyse et mesures réalisées dans le cadre du présent arrêté,- Suivi écologique et maintien de la biodiversité. <p>Le comité de suivi définit ses conditions de travail et Propose à l'administration toute action qui lui paraît utile.</p>
Constats : A l'issue de l'inspection du 10/03/2021, la DREAL a relevé que le dernier comité de suivi s'est tenu le 4 juillet 2019 et, ainsi, qu'il convenait de prévoir l'organisation d'un nouveau comité prochainement afin de présenter, d'une part, le bilan de l'activité et du suivi environnemental depuis la dernière réunion du comité et, d'autre part, les projets de modification envisagés sur la carrière (remarque n°7).
En réponse, l'exploitant a organisé un comité de suivi le 16/03/2022.
Observations : /
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Modification des conditions d'exploitation

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 30/07/2021, article R181-46 II

Thème(s) : Situation administrative, Modification des conditions d'exploitation

Prescription contrôlée :

II. – Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation. [...]

Constats : L'inspection a constaté la présence d'un stockage temporaire de déchets de plâtre broyés, au niveau des fronts de taille situés au nord ouest de la zone en cours d'extraction. L'exploitant indique qu'il s'agit d'un entreposage de déchets de production, issus de ses usines de Mazan et Carpentras. Ces déchets sont ensuite réintégrés dans le procédé, au niveau des installations de premier traitement des matériaux, afin d'être recyclés.



Ce stockage temporaire de déchets de plâtre n'est actuellement pas décrit dans le dossier de demande d'autorisation, ayant abouti à l'arrêté préfectoral du 11 juillet 2017. Or, la réalisation de ce stockage n'a pas été portée à la connaissance du Préfet, préalablement à sa mise en œuvre.

Observations : L'exploitant doit porter à la connaissance du Préfet, avec tous les éléments d'appréciation, la modification des conditions d'exploitation de sa carrière relative à la réalisation d'un stockage temporaire de déchets de plâtre issus de ses usines de Mazan et Carpentras.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet

Projet d'ARRÊTÉ PRÉFECTORAL

n° du

rendant redevable la société ETEX Building performance d'une astreinte journalière, pour l'exploitation de sa carrière au lieu-dit « le grand Devin » sur le territoire des communes de Mazan (84 380) et Malemort du Comtat (84 570)

- VU** le code de l'environnement, notamment ses articles L. 171-8 et L. 511-1 ;
- VU** la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;
- VU** l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié, relatif aux exploitations de carrières ;
- VU** l'arrêté ministériel du 19 avril 2010 relatif à la gestion des déchets des industries extractives ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 11 juillet 2017 autorisant la société SINIAT SA à exploiter une carrière à ciel ouvert de gypse et d'anhydrite située sur le territoire des communes de Mazan et Malemort du Comtat ;
- VU** le dossier transmis par la société SINIAT SA, par courrier du 24 avril 2016, afin d'obtenir l'autorisation de poursuivre et d'étendre l'exploitation d'une carrière de gypse et d'anhydrite au lieu-dit « le grand Devin » sur le territoire des communes de Mazan et Malemort du Comtat ;
- VU** l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 8 juillet 2021, pris à la suite de l'inspection réalisée par la DREAL le 10 mars 2021 ;
- VU** le rapport de la DREAL en date du [date], rédigé à la suite de l'inspection du 26 avril 2022 ;
- VU** les observations formulées par l'exploitant par courrier du [date], sur le rapport de visite de l'inspection des installations classées susvisé ;

CONSIDÉRANT que, lors de la visite du 10 mars 2021 sur la carrière exploitée par la société Etex France Building Performance au lieu-dit « le grand Devin » sur les communes de Mazan et Malemort du Comtat, les inspecteurs de l'environnement ont constaté que le plan de gestion des déchets du site ne comporte pas l'ensemble des éléments requis par l'article 6.1 de l'arrêté préfectoral du 11 juillet 2017 susvisé. En particulier, sont absents :

- la description de la manière dont le dépôt des déchets peut affecter l'environnement et la santé humaine, ainsi que les mesures préventives qu'il convient de prendre pour réduire au minimum les incidences sur l'environnement ;
- les procédures de contrôle et de surveillance proposées ;
- les mesures de prévention de la détérioration de la qualité de l'eau et en vue de